

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et
du Gers
Cellule Risques Chroniques
Affaire suivie par : François-Xavier DUBAN
Téléphone : 05 62 61 47 58
Courriel : francois-xavier.duban@developpement-
durable.gouv.fr
Réf : 2023-0725-Dp

Tarbes, le 07/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Objet : Installation classée pour la protection de l'environnement
Société PSI à Lannemezan
Demande d'augmentation exceptionnelle de la quantité de déchets d'amiante pour 2023

Par courrier en date du 4 juillet 2023, la société Pyrénées Services Industries « PSI » dont le siège social est situé 570, rue Peyrehitte à Lannemezan, a sollicité auprès du préfet des Hautes-Pyrénées l'autorisation de porter le tonnage de déchets d'amiante lié autorisé sur le pôle environnemental à 26 650 tonnes pour l'année 2023.

1 – PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

La société PSI exploite à Lannemezan, un pôle environnemental de gestion de déchets situé Chemin des Marnières. Ses activités de traitement, transit et stockage sont soumises à autorisation. L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral du 05 septembre 2016 dans le cadre d'une procédure ayant donné lieu à une enquête publique.

La demande formulée par PSI dans son courrier en date du 4 juillet 2023, consiste à passer, pour 2023, le tonnage annuel des déchets d'amiante lié autorisé dans l'ISDND sur le pôle environnemental, de 23 650 à 26 650 tonnes.

Cette demande intervient après l'obtention d'un marché qui a entraîné la réception de déchets amiantés issus du chantier de l'autoroute A62 – section La Réole/Aiguillon – par le producteur EUROVIA. Le tonnage réceptionné entre mars et mai 2023 s'élève à 10 640 t, soit 45 % de la capacité maximale autorisée du site de Lannemezan.

Concomitamment, PSI a réceptionné ses clients habituels, à hauteur de 8 196 t à fin juin 2023. Le tonnage total de déchets d'amiante réceptionné à mi-année s'élève donc à 18 836 t, soit 80 % de la capacité maximale autorisée.

2 – ANALYSE DE L'INSPECTION

L'activité de stockage de déchets amiantés relève de la rubrique 3540-2 de la nomenclature des installations classées et est soumise à la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED). Le seuil de classement selon le régime de l'autorisation pour ce type d'installation de stockage est fixé à 10 t de déchets réceptionnés par jour.

En application des dispositions de l'article R. 122-2 du code de l'environnement, toute augmentation d'une activité existante, dépassant en elle-même un seuil de la directive IED précitée, doit faire l'objet d'une évaluation environnementale systématique. Or, en 2016, la société PSI a déjà bénéficié d'une augmentation pour porter sa capacité maximale autorisée de déchets amiantés, de 20 000 t/an à 23 650 t/an ; soit une augmentation de 10 t/j sur une base annuelle de 365 jours. Cette augmentation a été considérée comme non substantielle et a donc fait l'objet, à l'époque, d'un arrêté préfectoral complémentaire, sans nouvelle évaluation environnementale.

Toutefois, avec cette demande supplémentaire d'augmentation exceptionnelle de capacité de 3 000 t, en 2023, le cumul des modifications intervenues depuis la dernière enquête publique porterait la quantité maximale de déchets amiantés réceptionnée à 18 t/j, bien au-delà du seuil de 10 t/j de la directive IED.

Par ailleurs, PSI a accepté de réceptionner, entre les mois de mars et mai 2023, les déchets amiantés produits par EUROVIA et issus du chantier de l'A62, entre La Réole et Aiguillon, sans en informer ni le préfet, ni l'Inspection. L'exploitant s'est donc mis en difficulté en acceptant ce chantier girondin dont les quantités de déchets allaient le conduire au-delà de sa capacité autorisée sur son site de Lannemezan..

3 – CONCLUSION ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

L'augmentation de la capacité de réception de déchets amiantés, même ponctuelle, nécessite une évaluation environnementale. En outre, à ce stade, aucune raison impérieuse ne justifie cette augmentation exceptionnelle, d'autant plus qu'il existe par ailleurs en Occitanie d'autres capacités d'accueil.

L'Inspection émet donc un avis défavorable à la demande d'augmentation du tonnage de déchets d'amiante liés autorisés, pour l'année 2023, déposée par la société PSI pour son site de Lannemezan. L'Inspection propose au préfet d'en informer l'exploitant.

| Rédacteur | Vérificatrice | Approbateur |
|----------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------------------------|
| L'inspecteur de l'environnement, | L'inspecteur de l'environnement, | L'adjoint à la directrice des risques industriels, |
| François-Xavier DUBAN | Philippe BIRON | Yves BOULAIGUE |